

C'est un instrument très dangereux à confier à n'importe qui. Si je pouvais être assuré que chacun des ministres qui siègent en face ou encore n'importe quel ministre était aussi sage que Salomon, était tout à fait honnête et infailible, c'est une proposition que l'on pourrait peut-être alors envisagée. Or, je sais et vous savez, monsieur le Président, que tel n'est pas le cas. Nous en avons eu un excellent exemple il y a quelques jours avec les maladroites du ministre du Revenu national (M. Bussières) ou récemment lors de l'affaire des lettres à laquelle était m l  le ministre des Finances (M. Lalonde). Ces exemples révèlent malheureusement l'abus de pouvoir auquel cette mesure législative pourrait donner lieu.

Ces deux exemples prouvent que ce ne sont jamais les ministres qui doivent subir les conséquences d'un abus de pouvoir, mais bien les victimes impuissantes de leurs abus.

On peut également considérer les effets négatifs des tactiques abusives de Revenu Canada sur la vie des centaines de Canadiens ordinaires. Nous pouvons imaginer l'angoisse, l'anxiété et le désespoir de nombre d'entre eux. Tel est le pouvoir que détient un ministre de la Couronne, comme le ministre des Finances qui a profité récemment de ses fonctions et des renseignements qu'il a obtenus à titre confidentiel, pour faire des déclarations contre le chef de l'opposition (M. Mulroney) qu'il a d'ailleurs été incapable de prouver par la suite, tout simplement parce que le ministre des Finances s'intéresse davantage à la politique qu'à la justice.

En outre, quand on songe aux possibilités d'abus, il suffit de se rappeler l'affaire infamante de Peter Treu. Voilà en effet, un Canadien qui a fait l'objet d'une enquête secrète, qui a été accusé en secret et dont le procès s'est déroulé à huis clos. Dans son cas, les règles les plus élémentaires de la justice ont été bafouées—celle notamment de la présomption d'innocence et du droit d'affronter ses accusateurs. On n'a tenu aucun compte de ces règles. Même si, en définitive, il a été exonéré de toutes les accusations portées contre lui, il n'en demeure pas moins que sa réputation, son emploi, ses économies et sa vie personnelle ont souffert énormément de cette affaire à cause de pouvoirs très étendus dépassant largement le cadre de la loi.

  l'instar de bon nombre de Canadiens, monsieur le Président, de pareils exemples m'effraient. Ils montrent qu'aucun ministre ne devrait à lui seul diriger un organisme détenant des pouvoirs aussi étendus que le service de sécurité qu'on nous propose.

On a signalé, à juste titre, qu'information et pouvoir vont de pair. Selon moi, on ne devrait confier à aucun ministre un droit de regard aussi important sur la vie des gens. Le projet de loi ne comporte pas les freins et les contrepoids nécessaires. Le solliciteur général a prétendu qu'il serait impossible d'abuser de ces pouvoirs, car le service serait surveillé par trois autres organismes civils. Selon lui, ce sont des freins et contrepoids suffisants.

Le premier de ces organismes chargés de vérifier les pouvoirs du service est l'inspecteur général qui a pour tâche de surveiller les activités opérationnelles du service et s'assurer que ce dernier observe les directives en la matière. On me dit que l'inspecteur général pourra consulter tous les documents

détenus par le service, sauf ceux du cabinet. Je vous demande, monsieur le Président, comment l'inspecteur général pourra jouer son rôle alors qu'il sera incapable de prendre connaissance de documents du cabinet touchant peut-être le service. C'est particulièrement important, puisque le service r l ve directement du ministre qui doit autoriser toutes les demandes de mandat.

Si ses conséquences n'étaient pas si graves, on pourrait presque rire d'une disposition de ce genre. Selon moi, l'inspecteur général jouera le rôle d'un chien de garde musel . Il n'aura jamais tous les renseignements nécessaires à sa disposition.

La même chose s'applique dans le cas du comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité. Il doit, globalement, surveiller la façon dont le service exerce ses fonctions en vertu de la loi. Ce sera là sa responsabilité. En outre, il devra faire enquête sur les plaintes reçues, tenir des audiences relatives à ses évaluations et présenter des rapports au ministre. Lui non plus cependant, ne pourra pas consulter les documents du cabinet. Ainsi, une fois de plus, son efficacité sera limitée, car il n'aura pas tous les faits en main.

Enfin, le projet de loi prévoit un troisième groupe, un comité parlementaire chargé, cinq ans après la promulgation de la loi—et j'insiste là-dessus, monsieur le Président—d'examiner tous les aspects du nouveau service. Selon moi, c'est un peu comme si on attendait pour fermer la porte de la cage que l'oiseau se soit envolé.

Ce sont là, selon le ministre, les trois mécanismes qui permettront d'éviter les abus. Pour ma part, monsieur le Président, je ne crois pas que les intéressés aient les pouvoirs nécessaires. Dans les cas comme celui-ci, il faut en arriver à un équilibre très délicat entre la sécurité nationale et les libertés individuelles. C'est ce dont nous parlons ici. Même si le projet de loi C-9 est bien meilleur que son prédécesseur, le projet de loi C-157, à cet égard, il est quand même bien loin d'être satisfaisant.

Son libellé est beaucoup trop vague. Il laisse la porte ouverte à des abus inutiles et peut-être même dangereux. Cette mesure accorde des pouvoirs discrétionnaires beaucoup trop importants au ministre et au cabinet. Le projet de loi prévoit d'énormes pouvoirs pour cet organisme sans comporter, en contrepartie, des dispositions pour en surveiller les activités.

La règle du droit a toujours été le fondement de notre système de gouvernement. Or, le projet de loi actuellement à l'étude permettrait qu'on viole ce principe. Les députés de notre parti auraient donc mauvaise conscience de souscrire à cette mesure dans sa version actuelle.

Des voix: Bravo!

M. Robinson (Burnaby): Monsieur le Président, j'ai écoulé très attentivement le député de Kingston et les  les (M^{lle} MacDonald) qui a fait certaines remarques fort pertinentes à propos du projet de loi. Je suis d'accord avec elle sur bien des points. Je voudrais surtout qu'elle réponde à une question sur ce qu'elle a dit concernant les mesures prévues pour surveiller cet organisme et l'obliger à rendre des comptes.